# Elements constitutifs du systeme d'evaluation des projets.

1ere Partie

Par : M.S. DJARI

I: ELEMENTS CONSTITUTIFS DU SYSTEME D'EVALUATION

L'évaluation d'un projet,même si elle intéresse,au premier chef,l'investisseur-maître de l'ouvrage ,concerne,néanmoins,un certain nombre d'agents: les uns pour leur art,d'autres pour leurs normes,d'autres en raison de leur commerce;dans le cadre d'une ou plusieurs phases de la vie du projet.

La mise en oeuvre des études de préinvestissement,se déroule dans un système complexe de relations ,ayant comme base de réference,des téchniques générales et des téchniques particulières;qui donnent des résultats scientifiques,téchniques,financiers ,économiques et socio-politiques. Selon les implications multiformes de ces résultats,se forme la décision finale d'investir et les appuis que rquiert sa concrétisation sur le terrain.

Avant d'étudier les tâches de l'évaluation,qui forment une téchnologie particulière de l'ingéniérie appliquée au choix des investissements,il semble indispensable d'étudier le système dans lequel elles se déroulent.

L'étude de ce système,fait poser un certain nombre de questions concrètes, dont le rôle est de faire ressortir la structure conceptuelle de l'évaluation , dans une première étape;avant de l'appréhender en tant qu'instrument opératoire d'évaluation des projets.

Ces questions structurent l'étude dans son ensemble.

1:Quelle est la nature du projet,objet d'évaluation ?
2:Quelle est l'identification économique des intérêts poursuivis ?
3:Quelles sont les composantes du projet,système à évaluer?
4:Quelle est la nature et les structures de l'ingéniérie;système évaluateur,
5:Quelle est la nature du marché de l'évaluation ?
6:Quelles sont les composantes de la technologie de l'évaluation ?

L'on peut,dès lors,deviner aisément que cette démarche sommaire est destinée à analyser ,dans un logique systémique, le mécanisme des études et recherches présidant à la décision d'investir. C'est là un système d'étude en soit,dont l'efficacité sera appréciée par les approfondissements qu'il permettra d'obtenir pour expliquer,dans le détail, les fondements logiques du processus d'évaluation ;processus qui met en relation des agents qui ont des interêts plus ou moins durables dans la vie du projet, et qui agissent, à travers leurs rôles respéctifs,pour les consolider.

Ainsi posé,le problème est alors celui de l'évaluation du projet,comme celui du système évaluateur:ainsi,l'ouvrage et l'outil forment un tout ,soumis indifferemment à l'analyse .

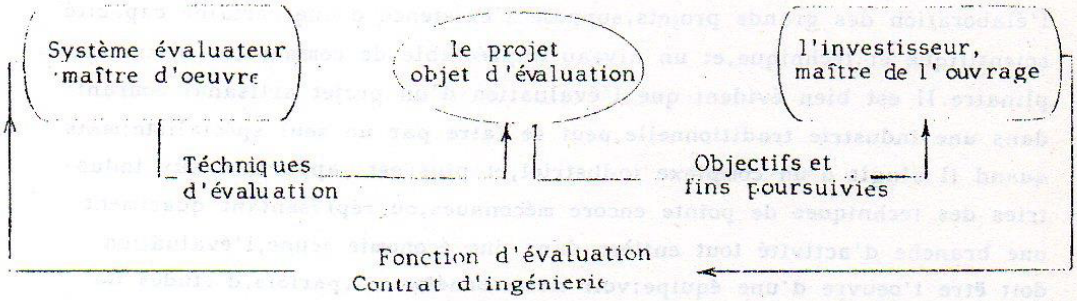
En effet,il convient d'analyser la nature,le coût et l'efficacité de trois fonctions principales ,mises en oeuvre à l'occasion de l'évaluation:

-l'application des téchniques d'évaluation sur le projet considéré,

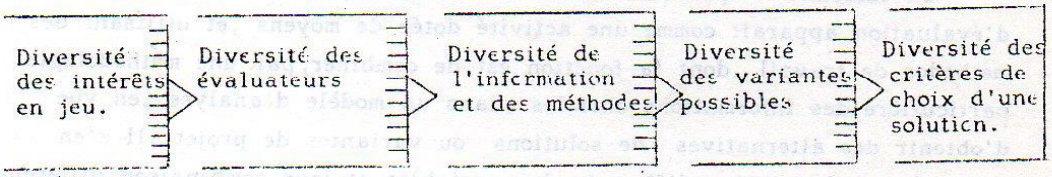
-l'application des normes de gain et d'intérêt .

-l'application de normes juridiques contractuelles,engagées entre l'évaluateur et les centres d'intérêts initiateurs du projet.

Ces relations sont illustrées sommairement sur le schéma ci-dessous:




Cette présentation contient l'avantage de la simplicité;son abstraction passe sous silence l'existence possible d'un grand nombre de résultats;liés au choix conscient ou non d'un système donné de variables.Ces variables résident,compte tenu ou non du contrat d'ingéniérie-conseil en cause,dans l'assortiment des objéctifs de l'investisseur,dans la capacité de l'évaluateur, dans la qualité de l'information et la puissance méthodologique de sa combinaison,enfin dans les constantes institutionnelles en vigueur. L'on réalise alors aisément,que la variante optimale retenue ne l'est,en fait,que par réference au système de variables mis en oeuvre dans l'évaluation ou subi dans sa réalisation, indépendamment de la volonté de l'évaluateur et de son client-investisseur.Cette réalité est mise en lumière dans le schéma suivant:




En effet,la présence ,au niveau des centres investisseurs,des centres évaluateurs,des centres financiers,d'une rationalité unique,est un cas parmi d'autres relativement plus complexes;où coexistent,dans la complémentarité et dans des conflits,plusieurs centres d'interêts ayant un pouvoir donné quant à la concéption des objectifs,l'évaluation du projet,son financement, et son insertion dans le tissu industriel et commercial national ou international.

L'évaluation des projets constitue,en elle-même,une activité humaine multidisciplinaire,qui fait appel aux techniques d'information,de communication ,d'analyse,et à des moyens appartenant à des sciences differentes: les sciences exactes,les sciences naturelles,les sciences de l'hommes,et les sci sciences sociales...La coordination de l'ensemble des recherches qu'implique l'élaboration des grands projets,suppose l'existence d'une certaine capacité scientifique et technique,et un niveau appréciable de communication interdisciplinaire.Il est bien évident que l'évaluation d'un projet artisanal courant dans une industrie traditionnelle,peut se faire par un seul spécialiste;mais quand il s'agit d'un complexe industriel,et plus est ,apparenté aux industries des techniques de pointe encore méconnues,ou représentant quasiment une branche d'activité tout entière dans une économie jeune,l'évaluation doit être l'oeuvre d'une équipe;voir même bénéficier ,parfois,d'études de contrôle assurées par des équipes differentes locales ou internationales.

Par conséquent,la nature du projet quant à la technologie qu'il utilise,et l'enjeu de sa réalisation quant à l'importance des capitaux qu'il mobilise et des objectifs qu'il représente,indiquent l'envergure que doit prendre l'évaluation dans la vie du projet,et partant,le sacrifice financier à y consentir.

Cependant,il n'est pas toujours certain,et l'experience du développement dans le tiers monde le confirme souvent,que le coût des études soit en corrélation avec leurs résultats sur le terrain;en raison des problèmes techniques inherents à l'évaluation et des problèmes d'interêts inherents à l'engagement de l'évaluateur en même tempsdans le projet et dans les affaires de ses fournisseurs et clients.

En laissant la question des liens d'interêts pour plus loin,le système d'évaluation apparait comme une activité dotée de moyens ,et utilisant des methodes de travail ,dont la fonction est de combiner, par une méthodologie particulière,des informations choisies ,dans un modèle d'analyse ,en vue d'obtenir des alternatives de solutions ou variantes de projet .Il s'en suit qu'une abstraction differente des variables et leur combinaison differente dans une méthodologie donnée,genèrent des variantes differentes.

Dans ces conditions,la neutralité du système d'évaluation n'est pas indépendante d'une part des informations qu'il choisi d'utiliser dans l'analyse,et du modèle d'analyse lui-même ;sachant toutefois que tout peut dépendre du budget qui y est alloué;qui seul,peut y garantir l'exhaustivité et la cohérence.

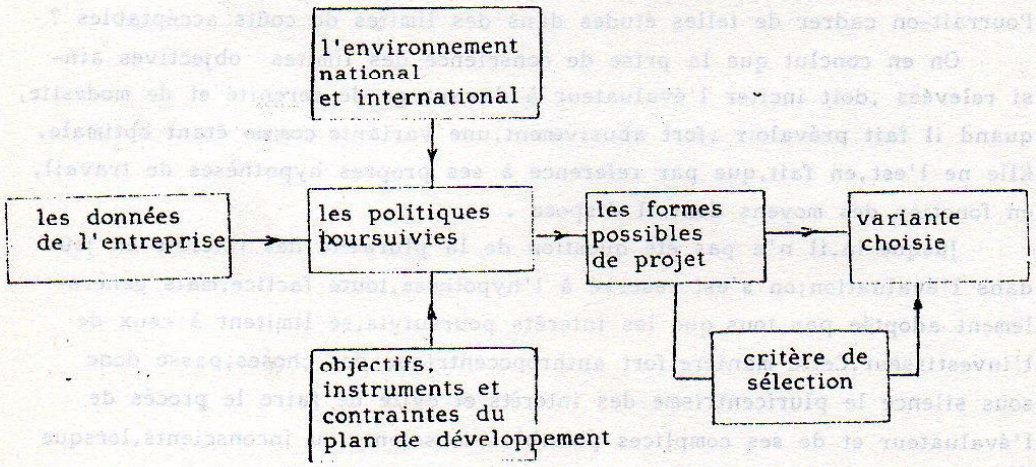
I.1 : NATURE ET FONCTION DU PROJET;OPPORTUNITE DE SON EVALUATION.

Pour évaluer correctement un projet,il est nécessaire de connaître ses données physiques,forme déterminée de ses immobilisations;ainsi que la relation fonctionnelle que celle-ci génère avec la stratégie voulue par l'investisseur;enfin,la mesure de l'enjeu de l'opération d'évaluation pour lui. Trois éléments transparaissent,ici:l'existence de plusieurs formes d'investissements possibles,l'existence de plusieurs principes et politiques d'entreprise possibles,et enfin,l'existence de plusieurs manières de mesurer la valeur des buts poursuivis,issus de leurs combinaisons multiples.

Celà suppose l'existence d'une pluralité de motivations d'entreprise, auxquelles doivent correspondre des formes déterminées de projets,sous forme d'une partie de l'unité de production ou d'une ou plusieurs unités complémentaires intégrées horizontalement ou verticalement.

A une forme donnée d'investissement,on peut donc faire correspondre un certain nombre de motivations d'entreprise;et,réciproquement,à un élément de la stratégie d'entreprise,on peut faire correspondre plusieurs formes d'investissements.A toute combinaison d'une forme de projet et d'une politique donnés,correspond une mesure de l'utilité;sachant que l'importance de cette utilité peut mesurer l'opportunité de la dépense d'évaluation du projet.

Le schéma synoptique suivant donne une illustration de cette réalité:



Le problème de l'abstraction des données est donc capital;qui comporte un engagement en soit,conscient ou inconscient,de la part de l'évaluateur. Si l'on dénombre les combinaisons possibles ,dont le nombre peut être fantastique,le choix de l'une d'elle,pour former les éléments d'analyse à utiliser, constitue ,en soit,un engagement heuristique de simplification consciente ou inconsciente du réel,dans la limite des moyens disponibles.

L'appréciation qualitative et quantitative des differents aspects techniques,économiques,écologiques,..,d'une variante de projet,en utilisant les combinaisons choisies de leurs données respectives,nécessairement non conflictuels,appelle l'existence d'une méthodologie d'évaluation intégrative . Pour ne citer que l'évaluation financière et l'évaluation économique,l'appréciation de la valeur est tributaire des critères utilisés,et ces derniers de la fonction d'utilité qu'on a bien voulu avancer comme reference des objectifs de l'investisseur,et éventuellement de la collectivité .

L'on peut donc dire,en théorie,qu'indépendamment des marges d'erreurs fatales,il y aurait une seule variante optimale,pour une réduction donnée du monde réel,des modèles donnés d'appréciation des differents aspects du projet,une méthodologie donnée de leur prise en charge,un critère donné d'appréciation de la valeur,pour un agent donné,compte tenu de buts donnés et des états donnés de la nature.

Dans ces conditions,peut-on dénombrer toutes les variantes imaginables, en vue d'en choisir celle qui serait optimale ? Disposerait-on des possibilités méthodologiques et éventuellement des moyens pour les appliquer ? Pourrait-on cadrer de telles études dans des limites de coûts accéptables ?

On en conclut que la prise de conscience des limites objectives ainsi relevées ,doit inciter l'évaluateur à davantage de serenité et de modestie, quand il fait prévaloir ,fort abusivement,une variante comme étant optimale. Elle ne l'est,en fait,que par reference à ses propres hypothèses de travail, en fonction des moyens dont il dispose .

Jusque-là,il n'a pas été question de la pluralité des interêts en jeu dans l'évaluation;on s'est reservé à l'hypothèse,toute factice,mais généralement adoptée par tous,que les interêts poursuivis,se limitent à ceux de l'investisseur.Cette manière,fort anthropocentrique des choses,passe donc sous silence le pluricentrisme des interêts et évite de faire le procés de l'évaluateur et de ses complices possibles,conscients ou inconscients,lorsque le projet,aux differentes étapes de sa vie,ne donne pas les résultats escomptés au départ.

L'on est par consequent en droit,d'une vision toute académique des choses,de se poser la question inévitable alors de l'existence d'interêts en jeu dans le procés d'évaluation des projets d'investissement.Quels sont-ils ?

Le tableau suivant donne les correspondances possibles entre les éléments de la stratégie d'entreprise et les formes alternatives d'investissement.

| PRINCIPES ET POLITIQUES D'ENTREPRISE / FORMES POSSIBLES D'INVESTISSEMENT | RENTABILITE | PERENNITE | CROISSANCE | PREPONDERANCE | EXCELLENCE | CONCORDE INTERNE | PRESTIGE EXTERNE | FINANCE | EFFICIENC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissements de: | | | | | | | | | |
| -remplacement, | | | | | | | | | |
| -modernisation,et ou rénovation | | | | | | | | | |
| -capacité additionnelle | | | | | | | | | |
| --gamme de produits élargie | | | | | | | | | |
| -conversion | | | | | | | | | |
| -intégration verticale | | | | | | | | | |
| -intégration horizontale | | | | | | | | | |
| -recherche et développement | | | | | | | | | |
| -formation et perfectionnement | | | | | | | | | |
| -équipement de gestion | | | | | | | | | |
| -services sociaux | | | | | | | | | |
| -stocks de précaution | | | | | | | | | |
| -stocks de spéculation | | | | | | | | | |
| -crédit à la clientèle | | | | | | | | | |
| -achat d'actions locales | | | | | | | | | |
| -projets nouveaux | | | | | | | | | |
| -achat d'actions à l'étranger | | | | | | | | | |
| -projets à l'étranger. | | | | | | | | | |

Il ressort de ce tableau que la rentabilité financière n'est pas l'unique objectif de l'entreprise;que cette dernière peut ,accessoirement bien sûr,assumer des responsabilités sociales et même des actions ressortissant des fonctions habituellement réservées aux pouvoirs publics,comme la lutte contre la pollution,ou l'octroi de bourses et de concours divers à la collectivité.
Enfin,l'entreprise peut être interessée par des actions purement spéculatives à travers les operations boursières et le stockage commercial.

D'autre part,le projet n'est pas toujours forcément une unité nouvelle de production,mais également une opération de rénovation,ou toute autre immobilisation de faible envergure financière.

Après avoir exposé la relation qui existe entre un assortiment de projets possibles et une série d'objectifs d'entreprise,il convient,ici,de montrer que la réalisation de ces objectifs par la simple existence d'une forme de projet est irréaliste,en dehors d'une étude suffisante de celui-ci par des hommes de l'art.
Comment,dès lors,interprêter la fonction d'évaluation des projets,relativement à la réalisation la plus satisfaisante de l'objectif ?

On peut imaginer deux projets d'une même activité .et de taille identique: l'un n'ayant bénéficier d'aucune étude de faisabilité,l'autre ayant été étudié par un bureau d'ingéniérie-conseil.Quel serait le taux de réalisation de leurs objectifs respectifs; et en cas de difference notable entre celui du premier et celui du second,l'avantage enregistré à l'actif du second,peut-il être imputé au génie de l'ingéniérie-conseil ? L'experience montre,qu'en effet,les projets ne bénéficiant pas,ou pas assez,d'une étude de faisabilité satisfaisante,s'exposent généralement à une serie de mésaventures,qu'il convient d'assimiler à des risques.

De là,il est possible de poser que tout écart d'un résultat par rapport à l'objectif peut être assimilé à la survenance d'un risque non couvert par une police d'assurance,représentée,ici,par le contrat d'ingéniérie-conseil, On peut en inférer qu'un projet correctement étudié peut théoriquement réaliser ses résultats.Dans ces conditions,la dépense réservée à l'évaluation constitue une garantie de gain,dans certaines limites,évidemment;ce que nous analyserons en détail,ci-dessous.

Quels sont les risques qu'encourt un projet durant sa vie ?
- le premier,qui peut passer inaperçu,et non des moins importants,réside dans l'erreur d'évaluation,ou la faute-même;ce risque pouvant être résolu par le recourt à l'évaluation contradictoire.
-le second risque survient au cours de la phase de réalisation;avec une dispersion importante des sources inherente à la multiplicité des agents qui en assurent l'exécution.
-le troisième risque accompagne le fonctionnement et la gestion du projet durant son existence économique.

En faisant passer les dépenses d'assurances courantes de gestion comme des coûts ordinaires indépendants totalement de la valeur que représente l'évaluation,il est alors possible d'assimiler le coût de l'évaluation à une dépense garantissant un résultat d'objectif désiré par l'investisseur.

Ainsi,si le projet est un moyen de réaliser un niveau désiré de rendement du capital investi,l'évaluation consiste à garantir l'accés à cet objectif.L'évaluation est par conséquent un instrument de réduction de l'incertitude .

Ici,l'investissement se distingue du placement ,en ce que les résultats du premier se réalisent à peu près certainement moyennant une évaluation suffisante supposant une dépense,tandisque les résultats du second se réalisent certainement,sans aucune dépense .

En effet,l'alternative d'investir,au lieu de placer les fonds propres,ne se distingue,par rapport à l'objectif de rentabilité,que par la prise en compte du risque dans le premier cas,et de son absence dans le second.

- cas du placement:objectif de gain: $B_o$
- cas de l'investissement:objectif de gain: $B_o + \Delta B = B_o + bB_o$

L'enjeu de la dépense d'évaluation ne réside pas dans la réalisation de $B_o$ qui,nous le savons,est garantie par le simple placement,hors risque;mais réside dans $\Delta B$,que seule la fonction d'évaluation peut rendre certain.

Mais,ici,tout se passe comme si l'investisseur pourrait ,moyennant une reconversion d'activité ,retrouver,avec certitude,un niveau de rentabilité égal au moins à celui correspondant au placement.

Or,là n'est pas la réalité,en l'absence d'une assurance préservant un capital équivalent,tout le long de la vie du projet.

Si nous appelons a le taux d'assurance d'un capital $B_o$,force est d'envisager un coût supplémentaire d'assurance d'un montant A,tel que $A= aB_o$ .

Au total,en s'assurant pour préserver $B_o$ ,réalisable avec certitude,pour une dépense de $A= aB_o$ ,et en réduisant l'incertitude de gagner le differentiel $\Delta B$ par rapport à la solution non retenue du placement,pour une dépense de $E= a\Delta B = abB_o$,notre investisseur doit dépenser,pour l'élimination de tous les risques et incertitudes,le montant $A+E = B_o(a + ab) = aB_o(1 + b)$

Cette présentation synthétique et statique peut donner,ainsi,une idée générale du rôle de la fonction d'évaluation réductrice d'incertitudes,par rapport à l'alternative du placement.On peut en inferer que la dépense d'évaluation ne doit pas dépasser le differentiel de gain,par rapport à la solution abandonnée du placement.Le problème du risque et de l'incertitude constitue une préoccupation qui sera ,plus tard,examinée en détail.

## 1.2 :L'EVALUATION DES PROJETS,BASE D'UN CHAMP D'ENJEUX.

L'évaluation,qui enregistre des services multiples;ceux de l'ingénièrie, de la finance,de l'industrie et du commerce,nationaux et internationaux;ceux des pouvoirs publics aux niveaux national et local,peut-elle et dans quelle mesure refléter équitablement les interêts de l'investisseur ,public ou privé? N'est-elle pas la base d'inscription d'un champ d'enjeux pour divers partenaires, allant plus ou moins dans le sens ou à l'opposé de la rentabilité du projet et de l'efficacité économique ?

L'enquête sur les conditions et l'impact de l'intervention des differents partenaires,peut donner lieu à des constats ,et partant,à la prévention des déviances en vue de proposer une meilleure coordination des intérêts en jeu. Ne pas se poser de telles questions,reviendrait à accépter,implicitement,que l'évaluation d'un projet fonctionnerait toujours dans un champ atomistique d'intérêts,dont la neutralité serait garantie par un marché concurrentiel et une réglementation publique uniforme;ce qui ne l'est pratiquement jamais !

Cette analyse est capitale,sachant que l'experience de l'industrialisation et du développement ,par les résultats variables,parfois défavorables qu'elle a occasionnés dans l'entreprise comme dans la nation,a été constamment mise à l'indexe par les théoriciens et les praticiens de la planification et de la gestion au niveau des differentes phases de la concéption,de la réalisation et du fonctionnement des projets.

Il y a donc lieu d'examiner le système de partenariat complexe,aux niveaux national et international,d'en caractériser les noeuds les plus significatifs , les relations et les tensions d'interêt qui s'y profilent de part et d'autre dans une certaine dissymétrie des échanges soustendue par la differenciation ,parfois conflictuelle,des fonctions et méthodes d'évaluation propres à chaque agent.

Il n'y a donc pas une seule manière d'évaluer un projet,de l'évaluer dans le seul intérêt de l'investisseur,concéption toute banale de l'opération, mais il existe autant de manières associées alors à l'intérêt propre de l'agent en cause,simple ou en coalition,vis à vis du projet.

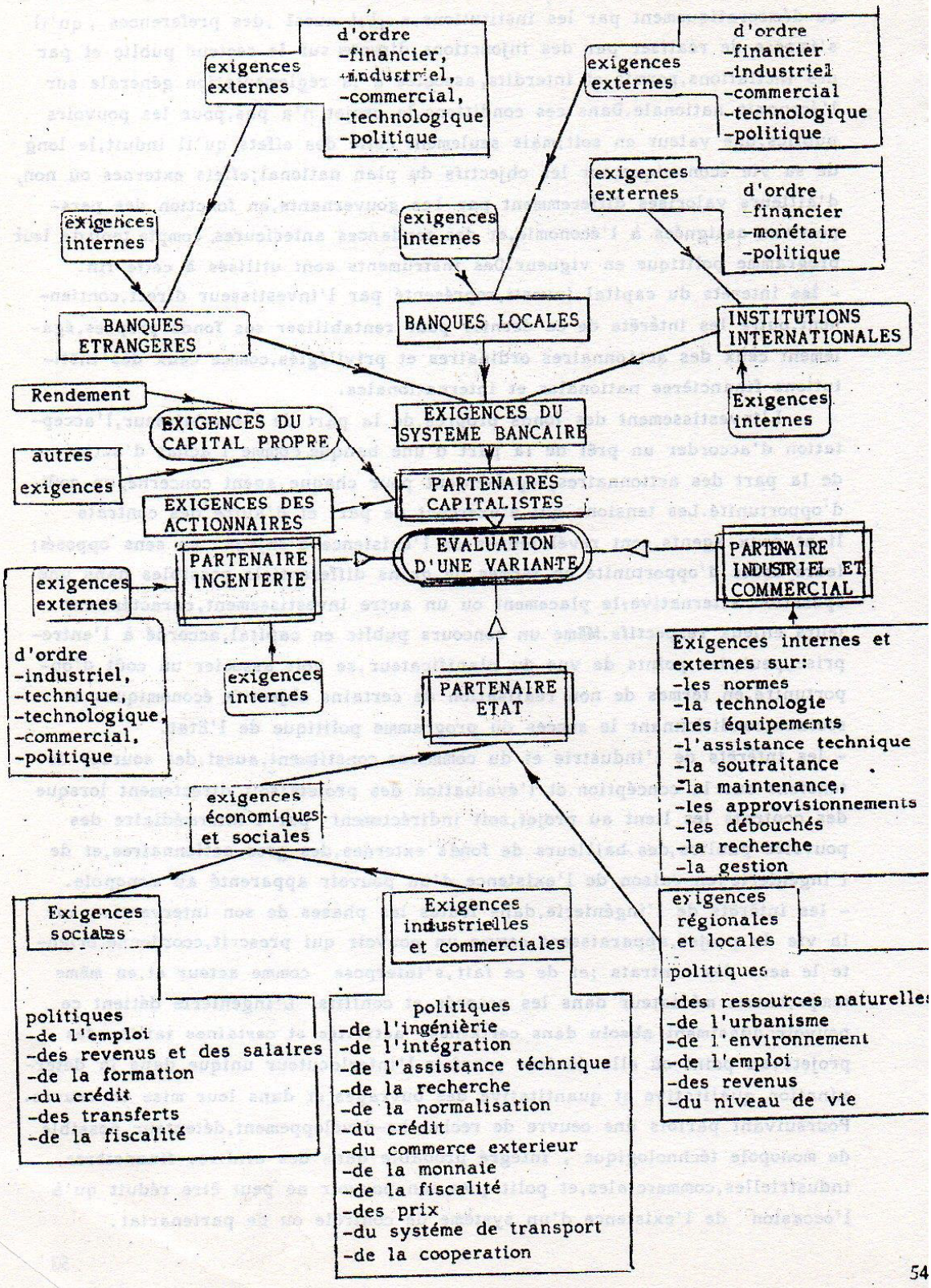
Quels sont alors les interêts en jeu dans l'évaluation ?

- l'investisseur ,du fait de ses données et préferences propres ,dispose d'une façon d'apprécier le projet;soit lorsqu'il se présente comme agent simple valorisant dans l'opération son capital propre,soit comme partenaire d'un micro-système de financement ,ayant comme préoccupation ,non seulement de réaliser un objectif propre,mais de garantir la satisfaction de ses bailleurs de fonds:les banques et les actionnaires possibles.

- l'Etat,qui représente des interêts,fixés organiquement par l'administration ou démocratiquement par les institutions,a ,lui aussi ,des preferences , qu'il s'impose de réaliser par des injonctions directes sur le secteur public et par des incitations,permis et interdits,associés à la réglementation génerale sur l'économie nationale.Dans ces conditions,le projet n'a pas,pour les pouvoirs publics,une valeur en soit;mais seulement celle des effets qu'il induit,le long de sa vie économique,sur les objectifs du plan national;effets externes ou non, d'ailleurs valorisés differemment par les gouvernants,en fonction des perspectives assignées à l'économie,et des tendances anterieures, compte tenu de leur programme politique en vigueur.Des instruments sont utilisés à cette fin.
- les interêts du capital investi,représenté par l'investisseur direct,contiennent,outre les intérêts de ce dernier pour rentabiliser ses fonds propres,également ceux des actionnaires ordinaires et privilégiés,comme ceux des institutions financières nationales et internationales.

L'investissement des fonds propres,de la part de l'investisseur,l'acceptation d'accorder un prêt de la part d'une banque,comme l'achat d'actions de la part des actionnaires,représentent pour chaque agent concerné, un coût d'opportunité.Les tensions qui s'exercent de part et d'autre des contrats liant deux agents,sont revélateures de l'existence d'enjeux en sens opposés; leurs coûts d'opportunité en termes de gains differentiels possibles dans une operation alternative;le placement ou un autre investissement,caractérisent leurs enjeux respectifs.Même un concours public en capital,accordé à l'entreprise,peut,des points de vue du planificateur,se voir associer un coût d'opportunité,en termes de non réalisation de certains objectifs économiques et sociaux,conditionnant le succes du programme politique de l'Etat.
- les intérêts de l'industrie et du commerce constituent,aussi,des sources de tensions sur la concéption et l'évaluation des projets;soit directement lorsque des contrats les lient au projet,soit indiréctement par l'intermédiaire des pouvoirs publics,des bailleurs de fonds externes,des gros actionnaires,et de l'ingénierie;en raison de l'existence d'un pouvoir apparenté au monopole.
- les intérêts de l'ingénierie,dans toutes les phases de son intervention sur la vie du projet,apparaissent comme un pouvoir qui prescrit,coordonne,oriente le sens des contrats ;et de ce fait,s'interpose comme acteur et,en même temps,comme médiateur dans les accords et conflits. L'ingénierie détient ce pouvoir quasiment absolu dans certaines activités et certaines tailles des projets;au point où elle devient ,parfois,l'interlocuteur unique dans la détermination qualitative et quantitative des ouvrages et dans leur mise en oeuvre. Poursuivant parfois une oeuvre de recherche-développement,détenteur possible de monopole téchnologique , intégré probable dans des affaires financières, industrielles,commerciales,et politiques,son pouvoir ne peut être réduit qu'à l'occasion de l'existence d'un système de contrôle ou de partenariat.

VUE SYNOPTIQUE DU CHAMP D'INTERETS ET D'INFLUENCE SUR L'EVALUATION.



1.3 :COMPOSANTES DU PROJET,SYSTEME A EVALUER.

Le projet,considéré comme une entité économique soumise à l'étude, se présente aussi bien comme simple instrument substituable de réalisation d'une fin,que comme organe ayant une anatomie et une physiologie,vivant de l'échange avec son environnement.

Durant son existence économique,il apparait successivement sous deux formes:un système en cours de création,puis un système en cours d'exploitation.

Comme simple instrument substituable de réalisation d'une fin,le projet en soit se dissoud derrière une réalité plus finalisée,à savoir une serie particulière de transactions profitables.

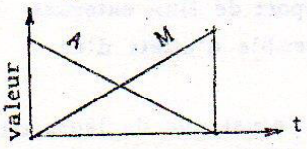
Comme organe vivant,passant d'une periode de "gestation",à une periode de "croissance",puis enfin à une periode "d'activité",le projet apparait comme une base materielle d'activité humaine,dont la pertinence des études d'évaluation est liée directement à l'existence d'une loi économique de la nature ;la loi de la valeur,laquelle oblige à l'optimisation de ses composants et de ses cycles,qui seule peut garantir la réalisation des fins qui lui sont fixées.

Nous verrons,ci-dessous,comment justifier ces deux définitions du projet.

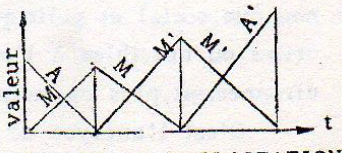
1.3.1: le projet,comme instrument substituable de réalisation d'une fin:

Après avoir présenté,supra,la substituabilité d'un projet d'investissement par un placement,ou par l'acquisition d'actions dans une entreprise existante,il nous reste seulement à présenter,ici,les transformations des signes physiques et monétaires,à la recherche du profit.Dans une telle acception commerciale du projet,l'abstraction de son existence dans l'analyse oblige l'évacuation de son être physico-social,objet par excellence de l'évaluation qui concerne cette étude.

Le projet se présente,dans le temps,sous deux formes successives:d'abord comme système"en formation",phases de préinvestissement et d'exécution,puis comme système "en exploitation",phase finale de son fonctionnement intégral. Dans les deux phases,le projet apparait comme le siège d'une accumulation d'un type d'actifs,contre l'aliénation d'un autre type d'actifs,au cours du temps;ce qui est représenté sur la figure ci-dessous.




PROJET EN CREATION
siège d'une relation
de type: $A_t \longrightarrow M_t$
capital ⟶ capital
argent ⟶ productif




PROJET EN EXPLOITATION
siège de relations triples:
Argent⟶Marchandises⟶
Marchandises⟶Argent
$A_t \longrightarrow M_t \longrightarrow M'_t \longrightarrow A'_t$

I.3.2 :le projet,comme système productif

Le système "projet",consideré dans sa totalité,est constitué de tous ses objets,attributs, et relations,sous certaines contraintes données.

Contrairement à la description abstraite du projet,comme processus de transformation de signes monétaires en système productif(sa création),et comme processus de transformation de signes monétaires en intrants,puis ces derniers en extrants,que l'on réalise en fin de compte en des signes monétaires à nouveau(son fonctionnement),l'analyse du projet en tant que système complexe est beaucoup plus ambitieuse.Pour une compréhension suffisante du système"projet",il sera nécessaire d'en dresser les éléments les plus importants.

-le projet doit son existence au résultat utile pour lequel il est construit; à savoir un rendement donné du capital social qui y est investi.

-ce résultat est réalisé au bout d'un processus d'échange,tel que celui de la transformation d'un signe monétaire en signe physique,et vice versa.

-ce processus d'échange à caractère utilitaire,est possible,au moyen d'un processus de transformation de la matière,en objets marchands.

-ce processus de transformation est obtenu avec la mise en oeuvre de moyens, combinant des hommes et des machines.

-les opérations de transformation de la matière,comme celles de la gestion de l'organisation ,sont abritées dans des bâtiments(l'industrie),ou hors de tout abrit(chantiers divers).

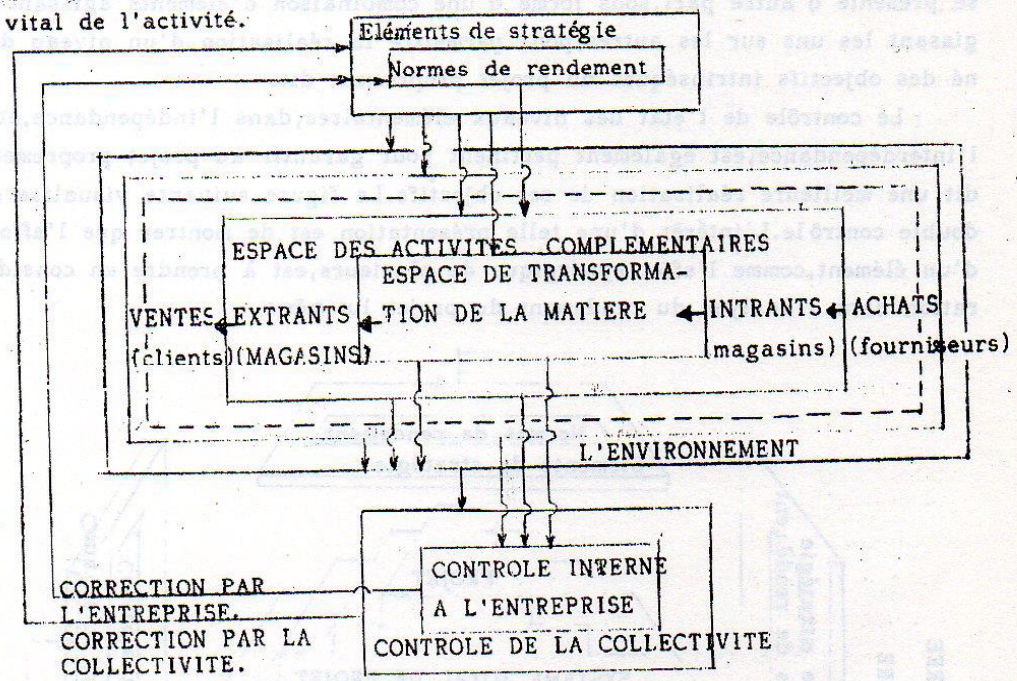
-l'activité de transformation,comme entité sociale de production est localisée en un lieu donné,par rapport aux autres entités,avec lesquelles cette activité entretient des relations d'échange,comme fournisseur et client.

-le projet,en tant qu'activité économique est geré,dans sa construction et dans son exploitation,de façon suffisamment rationnelle,pour répondre fidèlement à la finalité de son existence,à savoir la réalisation des objectifs de ses investisseurs,base ultime de son contrôle.Ce contrôle s'exerce durant toute la vie du projet:au cours de son élaboration par l'ingénièrie de projet,au cours de son exécution par les organes téchniques et économiques habilités à cet effet, et enfin durant toute la période de son exploitation par les gestionnaies de l'entreprise dans la quelle il est administré.

-enfin,le projet,de par ses qualités d'adaptation à l'environement naturel,économique,social et politique,peut être l'objet ou le support de flux externes utiles ou nuisibles à l'extension de sa production;ensemble d'effets d'environnement,plus ou moins non marchands.

C'est l'analyse de l'ensemble de ces composants ainsi que de leurs attributs et relations,résultats et contrôles,qui décrit le système"projet",en tant qu'entité vivante considérée.

Le système projet ne contient donc pas seulement l'espace HOMMES-MACHINES,mais il s'étend aux dépendances,magasins des intrants et extrants nécessaires à la continuité du processus de transformation de la matière,ainsi qu'aux dépendances à caractère social et administratif formant le perimètre vital de l'activité.



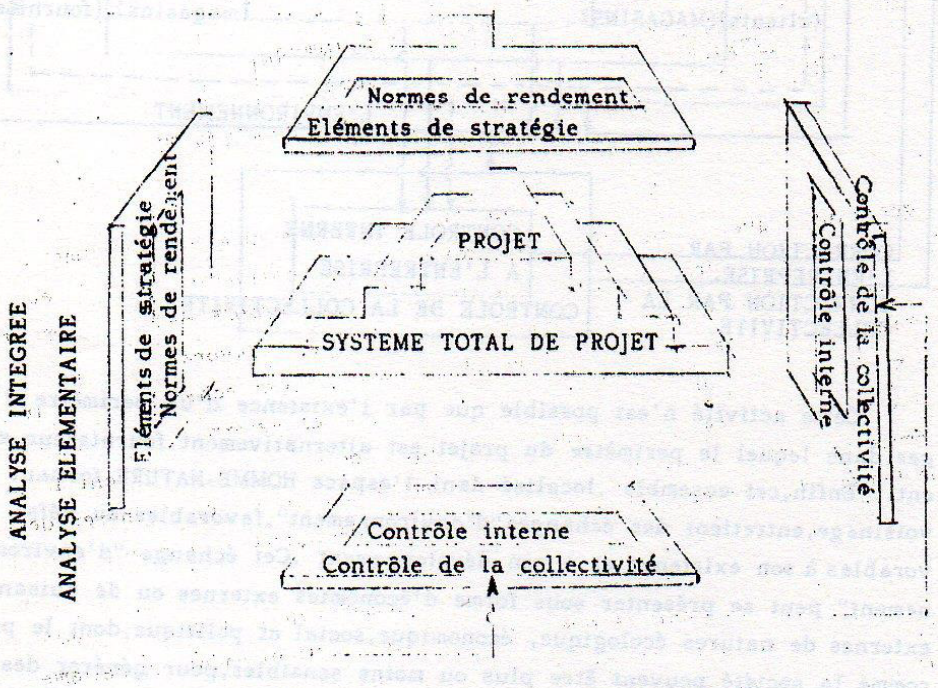

Cette activité n'est possible que par l'existence d'un perimètre d'échanges,dans lequel le perimètre du projet est alternativement fournisseur et client.. Enfin,cet ensemble ,localisé dans l'espace HOMME-NATURE formant son voisinage,entretient des échanges"d'environnement",favorables ou défavorables à son existence et à son développement .Cet échange "d'environnement" peut se présenter sous forme d'économies externes ou de nuisances externes de natures écologique, économique,social et politique,dont le projet comme la société peuvent être plus ou moins sensibles,pour générer des comportements de bon accueil ou de rejet;et des décisions en conséquence par la colléctivité.

Cet ensemble d'éléments forme le système"projet",et chaque élément est nécessaire au tout pour rendre possible leur fonctionnement mutuellement intégré;à l'image du système "mère-enfant",dans lequel l'un ne saurait se définir sans l'autre.

Une telle présentation évite les écueils du réductionnisme qui présente souvent le projet comme une entité autonome ,dont l'existence est assurée et autorisée,sans conditions.

Le système ainsi décrit,se présente d'une part sous forme d'un certain nombre donné de niveaux d'intérêt:l'espace des transformations de la matière, l'espace des activités complémentaires du projet,l'espace des échanges avec le marché interieur et étranger,enfin l'espace multidimentionnel d'environnements; et celà comme objets d'investigations indépendantes les unes des autres;ce système se présente d'autre part,sous forme d'une combinaison d'éléments agissant et réagissant les uns sur les autres,pour permettre la réalisation d'un niveau déterminé des objectifs intrinséques du projet proprement dit.

Le contrôle de l'état des niveaux élémentaires,dans l'indépendance,et dans l'interdépendance,est également pertinent pour garantir au projet proprement dit une meilleure réalisation de ses objectifs.La figure suivante visualise ce double contrôle.L'intérêt d'une telle présentation est de montrer que l'effet d'un élément,comme l'effet synérgique de plusieurs,est à prendre en considération dans l'analyse du rendement du projet lui-même.




A travers les figures précédentes,le système est composé d'espaces concentriques:au milieu se trouve le projet lui-même et autour de lui,les espaces d'échanges multiples.qui concourent à son fonctionnement et à sa perennité. Chacun de ces éléments est un sous-système du système projet en tant que tout. Appelons le projet lui-même système intrinséque,et les autres éléments,systèmes extrinséques;et décomposons-les à leur tour,pour analyser leur anatomie et leur physiologie respéctive.

I.3.2.1 : Consistance intrinséque du projet,objet d'investissement.

Après avoir défini par SYSTEME-PROJET,le projet proprement dit et les espaces de relations nécessaires à son existence et à son fonctionnement,il y a lieu,maintenant,de limiter dans tout cet ensemble la consistance de l'investissement,c'est à dire la portée du projet,ou portée des dépenses et recettes.

La portée du projet est considérée comme l'étendue couverte par les activités verticales,et par les activités horizontales auxquelles donnera lieu l'investissement:les premières résultant du niveau d'intégration industrielle choisi, les secondes résultant de l'extension des intérêts aux domaines fonctionnels,tels que les approvisionnements et les distributions des biens et services.

Dans la définition de la portée du projet,ces deux catégories de variables,considerées en termes de quantités et de qualités,devraient orienter les choix vers la variante optimale.La portée la plus réduite serait une chaine de montage,exempte de toute intégration verticale,recevant les inputs et vendant les outputs aux portes de l'usine-même.La portée la plus importante serait l'ensemble des unités,ou ateliers,transformant la matière depuis l'extraction jusqu'à la forme finie de l'objet construit;ainsi que l'ensemble des réseaux de distribution et d'approvisionnement des biens et services sortant ou rentrant dans le complexe considéré.

C'est en fonction de la délimitation du projet qu'on pourra apprécier la durée,les enjeux,les coûts des opérations de préinvestissement,d'investissement,d'exploitation,liées directement à l'existence et au fonctionnement du projet,et indirectement aux relations qu'il doit engager avec ses partenaires sur le marché,et dans les institutions colléctives.

a ) les chaines de production;coeur de l'usine.

Les moyens de production,utilisés à la réalisation du processus de transformation de la matière,forment les chaines de fabrication.Leur importance est directement liée aux capacités nominales installées,pour introduire dans les chaines,transformer,traiter,et assurer la finition et l'emballage d'une quantité donnée,et d'une variété de produits déterminées,dans une unité de temps et par un nombre d'équipe/jour hypothétiquement posé.

Celà nécessite la définition du processus de transformation de la matière,en termes d'assortiment de machines spécialisées par type de fonctions,une certaine quantité de ces machines susceptible de liberer la quantité et l'assotiment d'un output donné.

En prenant l'exemple d'un complexe de fabrication de materiels industriels,les differents assortiments de machines,groupées dans des ateliers spécialisés,peuvent être,en cas de forte intégration qualitative,les suivants:

-les équipements de fonderie,
-les équipements de forge,
-les équipements de tôlerie-emboutissage,
-les équipements de mécanique,
-les équipements de carrosserie, et peinture,
-les équipements de montage, par type de produit.

Le rendement nominal des machines est difficilement atteint, en raison du dérapage de l'utilisation des chaines de fabrication par rapport au programme hypothétique postulé par le concépteur du complexe. En effet, une machine peut fabriquer plusieurs pièces, et une pièce est fabriquée successivement par plusieurs machines et ateliers. De là provient soit l'encombrement soit le ralentissement de la cadence d'utilisation des équipements. En géneral, lorsqu'un tel phénomène d'indivisibilité se pose, il peut être résolu, dans le premier cas, en accroissant le nombre des équipes/jour ou des machines, et dans le second, en recourant à la soutraitance au service d'autres usines de fabrication similaire, par la livraison de pièces détachées par exemple ou l'usinage partiel à la commande. ou la constitution de stocks de sécurité pour parer aux pannes éventuelles.

Le processus : fonderie, forge, mécanique, tôlerie-emboutissage, mécanique carrosserie, peinture, est abrité sous de grands hangars équipés du nombre de lignes et de machines de transformation de la matière, en proportion de la capacité de production fixée à l'usine. Cette capacité est géneralement déterminée par la demande intégrée des autres ateliers, en proportion du volume de l'output final, exprimé en termes de produits achevés, de pièces détachées; compte tenu de l'apport externe de soutraitance et d'importation et des exportation éventuelles.

Autour de cet ensemble de grands ateliers, gravitent des ateliers et magasins fonctionnels; tels que les ateliers et aires de traitement du sable, fonderie secondaire d'aluminium, menuiserie, scellerie et polyester, traitement de l'eau, stationnement du materiel produit.

La portée de l'usine peut être définie, selon la stratégie de l'investisseur, de differentes façons, pour constituer autant de projets possibles :
-limitation à la seule fonction du montage et à la peinture,
-limitation aux trois fonctions situées à l'aval du procéssus: l'emboutissage, la carrosserie, la peinture et le montage.
-limitation à la fonderie, ou à la forge, ou à la mécanique, ou à leur combinaiso
-géneralisation à l'ensemble des fonctions, pour former un complexe intégré:
-soit qualitativement, au niveau de l'ensemble des tâches; tout en prévoyant un apport externe de soutraitance locale ou étrangère, pour réaliser la quantité de produits désirée;
-soit quantitativement, en assurant, dans une intégration totale, le volu de l'output consideré; ce qui est quasiment irréaliste.

# Quelques aspects de la pensée économique Classique

1ere Partie

Par : A. REZIG

INTRODUCTION : Quest-ce qu'on entand par école classique ?

Trois réponses au moins ont été avançées :

1)- Une réponse a été apportée par J.M. Keynes : " Au risque d'un solécisme écrit-il , nous nous sommes accoutumé à ranger dans "l'école classique " les successeurs de Ricardo c'est-à-dire les économistes qui ont adopté et amélioré sa théorie y compris notamment stuart Mill, Marshall, Edgeworth et le Professeur Pigou" (1).

Ainsi, est classique, la pensée économique pré-keynesienne.

2)- Une autre réponse a été avançé par J.Robinson et J.Eatwell :

- D'abord J. Robinson et J.Eatwell emmettent des réserves à l'égard des groupements d'auteurs, car " comme toutes les généralisations, le fait de rassembler un groupe divers d'auteurs économiques sous l'étiquette d'une " école " peut être trompeur. Des oppositions majeures apparaissent au sein du groupe". (2)

- Ensuite, J.Robinson et Eatwell se démarquent de Keynes, dans la mesure où, selon eux c'est K.Marx qui constitue le " dernier des grands classiques" (J.S. Mill étant le dernier des classiques libéraux).

---

(1)- J.M. Keynes, "Théorie générale de l'emploi, de l'intéêt et de la monnaie", éd. Payot, Paris 1969,P. 29

(2)- J.Robinson et J. Eatwell, "L'économique moderne", éd. revue et augmentée de travaux dirigés, Ediscience, M.C. graw-Hill, Paris 1976, P.13.

../..

L'école classique comprend alors, principalement :

| | |
|---|---|
| . A.Smith | (1723 - 1790). |
| . D.Ricardo | (1772 - 1823) |
| . T.R. Malthus | (1766 - 1834) |
| . J.B. Say | (1767 - 1832) |
| . J.S.Mill | (1806 - 1873) |
| . K.Marx | (1818 - 1883) |

- Enfin J. Robinson et J. Eatwell reprennent l'idée que Marx est un classique; cette reprise est argumentée de la manière suivante :

" les retrouvailles, dans une même catégorie, du révolutionnaire socialiste et des héraults du système capitaliste - Smith , Ricardo, Mill, etc... surprendront sans doute le lecteur débutant. Les partisans de ce classement retiennent des critères particuliers : l'adhésion à un corps de concepts (valeur d'usage, valeur d'échange, etc...) et à la théorie de la valeur - travail "(1).

Ainsi J. Robinson et J. Eatwell font la distinction, au sein même de la pensée pré-keynesienne, entre pensée néoclassique (marginaliste ) qui a pour fondement la théorie de la "valeur -utilité ", et la pensée classique qui a pour fondement la théorie " de la valeur travail ", la pensée marxienne étant également classique.

La question posée est alors la suivante : faut-il effectivement considérer Marx comme un classique ? d'autant plus que J. Robinson et J. Eatwell marquent nettement les limites de ce regroupement, comme de tout regroupement.

---

(1)- Note de M. Blotnikas et M. de carpentier, traducteurs de l'ouvrage" l'économique moderne "op. cit. p. 18.

.../..

Ceci nous renvoie à une troisième " définition" de l'école classique.

3)- Une troisième réponse est apportée, par de nombreux auteurs qui ne partagent pas toujours les mêmes opinions théoriques.

- Etablissant , à la suite de J. Robinson... la distinction entre l'analyse de l'école classique et celle de l'école néo classique, M. Dowidar ne s'arrête cependant pas là en reprenant l'idée que Marx ne doit pas être considéré comme un classique simplement : " s'il était de l'avis de l'école classique que l'économie capitaliste se développe de manière équilibrée et qu'elle fonctionne en l'absence de facteurs qui gênent la concurrence parfaite, au niveau même du plein emploi des ressources économiques disponibles dans la société, Marx a étudié ( comme l'a fait Sismondi avant lui) la crise économique dans l'économie capitaliste et a remarqué sa nature différente de celle des crises des sociétés pré-capitalistes. Il a réalisé ainsi que c'est dans la nature de l'économie capitalise de se développer à travers les crises puisque son développement inégal au cours du temps représente une des lois du développement capitaliste..." l'école classique, Marx exclu, se compose alors de " l'ensemble des penseurs qui ont produit,(...) le corps de la théorie économique qui se cristalise de la fin du XVIIIe siècle jusqu'au début du XIXe siècle...

L'essence de la construction théorique se trouve dans les écrits d'A. Smith et de D. Ricardo".(1)

Il convient de remarquer que le critère avancé ici pour établir la distingtion entre Marx et les classiques est différent de celui présenté par J.Robinson et J. Satwell pour intégrer Marx dans le groupe classique.

---

(1)- M.Dowidar, "l'économie politique, une science sociale, éd. Maspéro, Paris 1974, pp. 176.177
On retrouve, à travers ce passage l'une des manifestations de la démarche qui consiste à envisager la relation classiques Marx, en termes de " continuité et de discontinuité";

présenté par J. Robinson et J. Eatwell pour intégrer Marx dans le groupe classique. Autrement dit, le classement effectué par M. Dowidar n'empêche pas celui de J. Robinson et J. Eatwell puisqu'il n'y a pas remise en cause au niveau même du critère qui le permet. Dans ces conditions (et dans ces conditions uniquement), nous pouvons être incité à croire qu'il existe autant de facteurs permettant l'insertion de Marx dans " l'école classique", que de facteurs empêchant une telle insertion.

Mais même en faisant abstraction d'une telle remarque, la réponse apportée par M. Dowidar, surtout quant à la réduction de l'école classique à son essence, est loin d'évacuer tous les problèmes que pose la définition de cette école :

- C'est ainsi qu'A.Barrère, par exemple, n'accepte pas aussi facilement le fait d'inclure la "théorie " d'A.Smith dans le corps théorique classique :

" Nous estimons donc que l'oeuvre maîtresse d'A.Smith appartient autant au courant qui l'a précédée et qu'elle achève, qu'au courant classique qui se développe après elle . En effet, c'est en travaillant sur les théories de ses prédécesseurs qu'il fournit l'essentiel de ses explications. Il ajoute certes un apport personnel considérable, mais la correction, le complément, le dépassement, paraissent l'emporter sur la création, l'innovation et la nouveauté... sans doute opère t-il une transition, appartenant là à l'un et à l'autre courant mais il parait à bon endroit davantage appartenir au courant primitif qu'à celui qui suivra ... Des mercantilistes à Smith, le progrès est certain ; mais entre la " richesse " et la théorie

.../..

classique proprement dite, il y aura place pour une autre étape du progrès de la pensée scientifique." (1)

- Faut-il ajouter que certains auteurs intègrent au sein du groupe classique, quelques penseurs qui ont immédiatement précédé A.Smith ?

---

(1)- A. Barrère, op. cit. pp. 176 - 177.

- En matière de croissance économique notamment,
  - O. de la Grandville écrit : "Il est de toute façon très délicat ... d'interpréter le modèle de croissance inhérent à la pensée de Smith, qui a surtout fait une synthèse des idées existant à son époque dans ce domaine, sans s'attacher à expliquer les mécanismes endogènes de la croissance. Il faudra attendre Ricardo et Malthus pour voir apparaître les premieres analyses de ces mécanismes..." O. de la Grandville "Théorie de la croissance économique", éd. Masson, Paris New York, Barcelone, Milan 1977 p. 73.
  - J.M. Letiche écrit pour sa part : "on doit considérer Ricardo comme étant le premier qui fournit une théorie classique vraiment rigoureuse en matière de croissance économique. En effet, toute synthèse de la "dynamique classique " implique que l'on fasse particulièrement référence à ses idées " J. Letiche, " La croissance économique chez A.Smith et D. Ricardo ", in "théories de la croissance économique" sous la direction de Bert. F. Hoselitz . éd. Dunod, Paris 1970, p. 149.

Il s'avère, finalement, qu'il n'est pas aisé de répondre à la question qu'est - ce qu'on entend par école classique ?

L'idée même du regroupement est en effet si difficile à réaliser qu'on peut que se rallier au point de vue qui consiste à émettre des réserves à l'égard de tout regroupement d'auteurs.

Le fait, par exemple, d'intégrer K. Marx au sein de l'école classique avec des réserves, ou de la considérer en dehors de cette école avec des réserves également, reflète bien la complexité de la relation Marx les classiques, Marx - Ricardo ; nous citons particulièrement ce dernier car c'est fondamentalement à travers lui que nous étudierons la pensée classique.(1).

Autant dire que, par deçà par delà les difficultés de regroupement, c'est cette relation même qu'il convient d'expliciter (dans sa nature) ; pour cela il faudra connaître l'une et l'autre pensée.(2)

En ce qui concerne la pensée classique, objet de notre préoccupation immédiate, nous l'exposerons selon le plan suivant :

I)- Le cadre général d'analyse des classiques et leur conception des phénomènes économiques.

II)- La théorie ricardienne de la valeur, de la répartition, et de la croissance économique.

III)- La controverse Ricardo - Malthus ( En guise de conclusion).

---

(1)- Les autres auteurs classiques seront pris en considération, de manière plus ou moins détaillée, selon les exigences de la compréhension de la théorie ricardienne.

(2)- Bien entendu, notre objectif essentiel est de connaître la pensée des uns et des autres.

I )- Cadre d'analyse et conception classiques des phénomènes économiques.

- L'intérêt personnel constitue, pour reprendre l'expression de J.Schumpter, " le principe directeur" de l'analyse classique : chaque individu est mû par le souci du gain maximum et de la dépense minima ; il effectue alors un calcul rationnel : c'est l'"homo oeconomicus " (l'homme économique).(1)

- La recherche de l'intérêt individuel , libérée toutes les entraves et restrictions d'origine étatique ( le laisser faire...), rejoint la recherche de l'intérêt général (2) ; la fameuse " main invisible " d'A. Smith, laquelle n'est rien d'autre que le marché, oriente en effet " les intérêts individuels dans le sens le plus favorable aux intérêts de toute la société"; elle dirige les investissements vers les affectations les plus rentables, permettant ainsi l'accroissement du nombre de travailleurs

---

1)- A. Smith écrit en effet : " ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais de la considération de leur propre intérêt. Nous nous adressons, non pas a leur humanité , mais à leur égoisme, et ne leur parlerons jamais de nos propres besoins mais de leurs avantages. Seul un mendiant choisit de dépendre surtout de ses concitoyens". Cité par J. Robinson, phylosophie économique", éd. Gallimard, Paris 1967 , pp. 87.88.

2)- Citons encore A. Smith : " l'effort naturel que tout homme fait continuellement pour améliorer sa propre condition est un principe de preservation capable de prévenir, et de corriger à beaucoup d'égards les mauvais effets d'une politique économique qui, bien qu'elle soit sans aucun doute plus ou moins arriérée, n'est pas toujours capable de freiner complètement le progrès naturel d'une nation vers la richesse et la prospérité". op. cit. p. 87

../..

par l'utilisation d'une plus grande quantité de moyens ; ainsi s'accroît la richesse de la société .(1)

- La conjugaison des intérêts individuels avec ceux de la société ne doit cependant pas laisser croire que les classiques ont une conception " amorphe " de la société ; celle-ci est composée de classes sociales entre lesquelles une relation existe ; cette relation est perçue de la manière suivante :

- Des oppositions d'intérêts au sein de la société sont mises en relief par les classiques :

. C'est ainsi qu'A. Smith considère , dans son chapitre sur la rente, que l'intérêt des marchands et des industriels est opposé à l'intérêt général, alors que l'intérêt des propriétaires fonciers et des salariés est lié à l'intérêt général.(2)

---

(1)- D'après R.Heilbroner, " Les lois d'A.Smith sont au fond très simples... plus précisement , le jeu d'intérêt personnel, dans un environnement d'individus motivés de façon identique, mène à la concurrence ; Or la concurrence amène à produire des biens que désire la société, dans la quantité qu'elle désire et au prix qu'elle est disposée à payer " , in"les grands économistes", éd. Seuil Paris 1971, p. 52.

(2)-"...Le taux des profits ne hausse point, comme la rente et les salaires, avec la prospérité de la société, et ne tombe pas, comme eux, avec sa décadence. Au contraire ... " A.Smith, "Recherche sur la causes et la nature de la richesse des nations ", éd. Guillaumin et Cie Paris p. 125.

../..

Il développe également, dans son chapitre sur les salaires, l'idée de conflits qui naissent entre traivailleurs et employeurs lesquels parviennent, par la coalition, à imposer les salaires les plus bas aux traivailleurs.

.C'est ainsi que Ricardo montre que la société capitaliste est caractérisée fondamentalement, par une opposition d'intérêts des propriétaires terriens et des capitalistes, et marginalement par une opposition d'intérêts des capitalistes et des travailleurs ( à travers la question de l'introduction des machines et du niveau de l'emploi . (1)

- En définitive, pour les classiques, la recherche de l'intérêt individuel permet toujours la réalisation de l'intérêt général, malgrè la manifestation d'autagonismes entre les classes sociales ; tant et si bien que la pérénité de la société capitaliste n'est nullement remise en cause. (2)

Pour mieux comprendre une telle proposition, il faut rappeler la problèmatique l'ordre naturel, et la problèmatique matérialiste.

- "L'ordre naturel", tel qu'il est énoncé par dupont de Nemours, renferme les Lois constitutives fondamentales de toute société ; ces lois sont physiques dans le sens où elles sont conformes à la nature.

Elles sont donc immuables et universelles et on ne peut mieux faire que s'y conformer.

---

(1)- Nous présenterons de manière plus détaillée ces didées, lors de l'étude de la théorie de la répartition et de la croissance économique (II)

(2)- " Les classiques n'ont pas tenté, écrit J.Schumpeter, une analyse plus approfondie du phénomène des classes, et notamment des causes de leur genèse et de ces facteurs, en grande partie non économiques, qui en font des unités agissant en commun, c'est à dire ce qui est le plus important dans la formation des classes" op.cit.P. 123.

../...

- L'économie politique qui a pour but de les connaître et d'étudier les conséquences de leur application, devient alors une science ; mais elle est une science naturelle puisque son objet, les phénomènes économiques qu'elle étudie, est régi par des lois "naturelles" "matérielles" et " objectives" lors qu'elles sont découvertes également dans le cadre d'une "problèmatique matérialiste".

- Les classiques reprennent à leur compte, de manière nuancée il est vrai, une telle conception, tant et si bien que le système - capitaliste - qu'ils étudient revêt un caractère " naturel", universel, et " éternel " au même titre que les lois qui le régissent.(1)

II)- La théorie ricardienne de la valeur, de la répartition et de la croissance économique.

- C'est à partir de 1799, et de la lecture de l'oeuvre d'A.Smith ("Richesse des nations") que D. Ricardo s'intéresse réellement à l'économie politique.

---

(1)- " On a parlé bien souvent d'un naturalisme d'A. Smith, en effet comme les physiocrates, cet auteur croit à un ordre naturel. Mais la conception qu'il en a est différente. Pour Smith, l'ordre naturel n'est pas un dessein de la providence dont il appartient aux hommes de découvrir les lois afin de s'y conformer ; c'est l'ordre qui s'établit spontanément lorsqu'on laisse la nature se manifester librement. Il est providentiel dans la mesure où il est conforme à la nature qui est une création de Dieu ; mais il s'établit de lui - même lorsque les individus agissent conformément à la nature, c'est-à-dire conformément aux exigences de la liberté naturelle ; c'est en cela qu'il est un ordre spontané. " A.Barrère, op. cit. pp.230.231. cf. également M. Dowidar , " l'économie politique ..." op. cit.

../..

. P.Sraffa rapporte que le plan qui se trouve à l'origine des "principes de l'économie politique et de l'Impôt " a pris forme aussitôt après la publication de " l'Essai...".

L'intention de Ricardo fut d'abord de présenter, à la suite d'une proposition de J.Mill, une version élargie de cet essai ; il écrit en Août 1815 à J.B.Say : " M.Mill souhaite que je le rédige à nouveau en le développant ; j'ai peur que cette tâche ne dépasse mes compétences".

Le 29 octobre , Ricardo fait part à Trower de sa décision de "consacrer tout son talent " au traitement du thème sur lequel ses opinions diffèrent totalement de la grande autorité de A.Smith, Malthus et Cie, c'est à dire sur les " principes qui gouvernent la rente, le profit et les salaires".(1)

. Le 19 Avril 1817 est la date de publication des "principes de l'économie politique et de l'Impôt" que D.Villey par exemple apprécie en ces termes : " Voici peut-être le livre le plus puissant de toute l'histoire des doctrines économiques "(2).

. Enfin Ricardo écrit, quelques semaines avant sa mort, en 1823, un texte sur " valeur absolue et valeur d'échange " (3)

---

1- cf. p. Sraffa, "Introduction aux oeuvres et à la correspondance de D.Ricardo, " in écrit d'économie politique " Traduction, éd. Economica, Paris 1975. p. 69.

2- D.Villey, petite histoire des grandes doctrines économiques", P.U.F. Paris 1946, P. 134.
Pour l'étude des "principes..." nous utilisons l'édition calmanlevy, Paris 1970.

3- Texte traduit dans "cahier d'économie politique" 2. P.U.F. Paris 1975.

../..

Ricardo cherche à montrer comment fonctionne, croît une économie (l'économie capitaliste). Pour cela, il s'intéresse à l'accumulation du capital dont la source est le profit; il considère en effet que la rente est entièrement consommée, de manière improductive, par les propriétaires terriens qui la perçoivent ; par contre, le profit qui revient au capitaliste, est en grande partie épargné et réinvesti par ce dernier pour créer de nouveaux emplois et élever le niveau de la production.

Puisque le profit joue le rôle fondamental dans le procès de croissance économique, il est nécessaire de déterminer la part relative de ce profit dans le revenu national, de connaître son évolution à travers ce procès.(1)

---

(1)- Il n'est pas inutile de mettre en relief, à cette occasion, la nature (statique et / ou dynamique) de l'analyse économique classique, en nous référant par exemple à F.Machlup, " Essai de sémantique économique" éd. Calman Levy, Paris 1971. pp. 114 - 114 Notamment.

- Pendant longtemps, l'analyse classique a été considérée comme une analyse statique par des courants divers ( les écoles historiques Allemandes et Anglaises par exemple).
- De nos jours, on a plutôt tendance à l'intégrer au sein de l'analyse dynamique tant en raison du thème à étudier ( la croissance économique) qu'en raison de l'aspect technique même de cette analyse ;
- Baumol attribue le qualificatif de " grande dynamique" à l'analyse de Malthus, Ricardo, etc... parce qu'il s'agit d'une analyse de la croissance des économies dans leur ensemble, envisagée sur des périodes de relativement longue période, effectuant des généralisations et des simplifications très grandes.
- Pantaleoni considère que l'essai de Ricardo sur la dépréciation du papier monnaie en grande Bretagne, est une étude dynamique.
- Schumpeter considère que Ricardo a contribué, par l'utilisation consciente d'une analyse par " période", au progrès de la dynamique.
- Pour Machlup, il n'y a aucune raison que les classiques n'aient pas été à la fois "statiques et "dynamiques, " selon les différentes parties de leurs théories et quelque soit le sens attaché à ces termes. Rien n'indique cependant dans leurs écrits une utilisation consciente de deux approches distinctes, à l'exception, peut être, de leur "méditation " sur les développements de l'avenir.

../..

Lorsque l'on a cela présent à l'esprit, on comprend pourquoi le problème de la répartition du revenu est, pour Ricardo, le problème principal en économie politique : " les produits de la terre, écrit-il , c'est à dire tout ce que l'on retire de sa surface par les effets combinés du travail, des machines et des capitaux, se partagent entre les trois classes suivantes de la communauté, savoir : les propriétaires fonciers, les débiteurs de fonds ou de capitaux nécessaires pour la culture de la terre, les travailleurs qui la cultivent...Déterminer les lois qui réglent cette distribution, voilà le principal problème en économie politique: (1)

Or , le traitement d'un tel problème , amènera Ricardo à se pencher sur une autre question, celle de la valeur (d'échange).

" Il est frappant de constater, rapporte P.Sraffa, que dans les lettres d'octobre et de Novembre 1815,qui indiquent les principaux thèmes de l'ouvrage projeté (rente, profits, salaires), il n'est fait aucune référence à la valeur . Elle est mentionnée pour la première fois par Ricardo, en tant que sujet à part, dont il aurait certainement à s'occuper, dans une lettre à Mill datée du 30 Décembre : " Je sais que, bientôt le mot prix m'enpêchera de progresser..." Le 7 Février 1816, il écrit à Malthus : " Si je parvions à surmonter les obstacles que je rencontre pour éclaicir l'origine et la loi de la valeur relative ou valeur d'échange, j'aurais gagné à moitié la bataille". (2).

Le chapitre premier des " Principes..." s'intitule alors : " de la valeur " parmi les changements intervenus dans les éditions successives des " principes..." rapporte encore Sraffa, ceux qui sont les plus amples et qui suscitent la plus grande perplexité se trouvent dans le premier chapitre .

---

1)- D.Ricardo, "Principes ... " op. cit. P. 9

2)- cf. P. Sraffa, " introduction ..." op. cit. pp. 70 - 71 et 88.

Ces changements peuvent témoigner des difficultés que rencontre l'auteur à l'occasion de cette question; mais ni ces changements, ni la place accordée à la valeur dans les " principes..." (chapitre premier) ne doivent laisser croire que Ricardo fait maintenant de la question de la valeur, la question la plus importante en économie politique ; au demeurant, la nouvelle théorie de la valeur s'est formée à partir de ses éléments fragmentaires tels qu'ils apparaissent dans l'essai..." lequel est consacré, rappelons - le, à la détermination du taux de profit, à sa relation avec l'accumulation du capital.

Autrement dit, quelles que soient les difficultés d'appréhender la théorie ricardienne, l'évolution de cette dernière étant loin d'être linéaire, nous ne devons pas perdre de vue pour autant la préoccupation centrale de D. Ricardo. En effet, si l'objet de l'économie politique, s'avère (pour l'école classique" considérée d'un point de vue général, d'ailleurs,) l'étude des phénomènes économiques ayant trait à la production, à l'échange, et à la répartition, les développements précédents permettent de lever une éventuelle équivoque quant au sens à accorder aux différents éléments de la relation : valeur-répartition et croissance économique ; nous tenterons de présenter ces théories en gardant présent à l'esprit, l'objectif que s'assigne D.Ricardo et les différents instruments qu'il utilise, lorsqu'il tente d'atteindre un tel objectif.

Le plan de l'exposé est alors le suivant:

$II_1$)- La théorie de la répartition et de la croissance : le "modèle simple (du blé)".

$II_2$)- La théorie de la répartition et de la croissance économique, et la théorie de la valeur (d'échange).

../..

II$_1$)- La théorie de la répartition et de la croissance : " Le modèle simple ( du blé) ".

Au départ, note P.Sraffa,"l'Essai ... " aussi bien que les lettres datées de 1814 et des premiers mois de 1815, posaient le principe fondamental suivant : " Ce sont les profits de l'agriculture qui commandent les profits de toutes les autres activités."(1)
L'argumentation qui y est apportée par Ricardo repose sur une hypothèse essentielle faite à propos du secteur agricole ; il suppose que celui- ci :

- ne produit qu'un bien , le blé .
- n'utilise, pour la production de ce bien, que du blé ; autrement dit, l'agriculture n'utilise pas de produits des autres secteurs, alors que ceux-ci doivent utiliser le sien.

Ce qui caractérise donc essentiellement ce " modèle simple," c'est que dans l'agriculture , à la différence de toutes les autres activités, le produit comme le capital (considéré comme l'ensemble des moyens de subsistance des travailleurs), sont des quantités différentes d'une même marchandise, le blé. L'hypothèse de base étant ainsi explicitée, nous pouvons envisager dans un premier temps la détermination du taux de profit, et dans un deuxième temps, la détermination et l'évolution du taux de profit dans sa relation avec la naissance et l'évolution de la rente (différentielle).

II$_{11}$ )- La Détermination du taux de profit.

- Puisque Ricardo ne s'interesse à la rente que sous sa forme différentielle- la rente absolue étant absente dans son analyse - on peut toujours supposer qu'au cours d'une première période de croissance économique seules les terres les plus fertiles et mieux situées sont mises en culture d'une part, que ces terres sont disponibles en quantité surabondante par rapport au stock de capital d'autre part. Dans ces conditions, il

---

(1)- cité par P. Sraffa, "Introduction ..." op. cit. P. 47.

n'y a pas lieu de se soucier de la rente, celle-ci n'apparaissant pas au cours de cette période .(1)

- Le taux de profit est alors déterminé directement, étant donné l'homogénéité physique du capital et du produit, dans l'agriculture.

En effet , la différence entre le produit total (en blé ) et le capital avancé ( en blé également mais en quantité moindre simplement) constitue le profit ; le rapport du profit (en blé ) au capital avancé ( en blé) constitue le taux de profit ( par rapport au capital avancé).

---

(1) Pour Ricardo, la rente " est cette portion du produit de la terre que l'on paie au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives originelles et impérissables du sol ".

Il considère cependant, à la suite de Malthus et de West, que la rente n'a pas un caractère absolu ; il s'agit d'une rente différentielle, due à la fertilité inégale des terres, au recours à des terres moins fertiles avec le"progrès de la population"; il écrit en effet : " Lors que des hommes font un premier établissement, dans une contrée riche et fertile, dont il suffit de cultiver une très petite étendue pour nourrir la population, ou dont la culture n'exige pas plus de capital que n'en possèdent les colons, il n'y a point de rente ; car qui songerait à acheter le droit de cultiver un terrain, alors que tant de terres restent sans maître, et sont par conséquent à la disposition de quiconque voudrait les cultiver ? Selon les principes ordinaires de l'offre et de la demande, il ne pourrait être payé de rente pour la terre, pour la même raison qu'on n'achète point le droit de jouir de l'air, de l'eau , ou de tous ces autres biens qui existent dans la nature en quantités illimitées". D.Ricardo "Principes ... op. cit. pp. 45.47.

../..